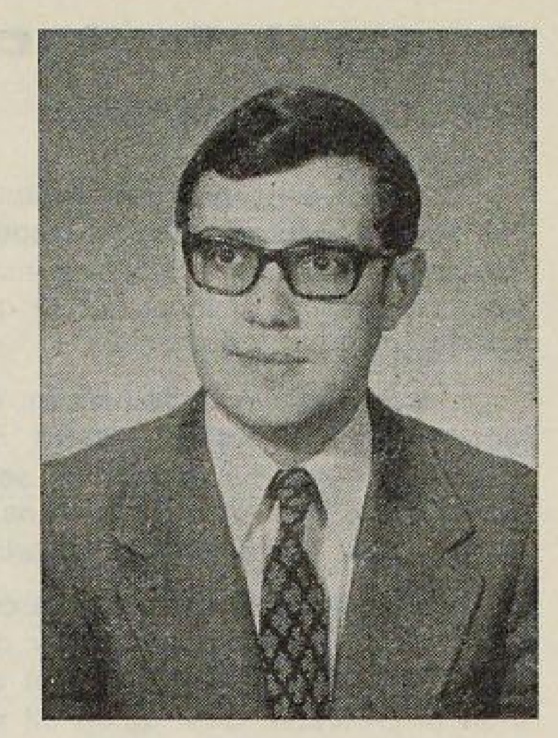
REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'ORNE

2e Circonscription

Elections Législatives

Scrutin du 4 Mars 1973

●



Michel BRUGUIERE
Maire-Adjoint de Mortagne

Electrices, Electeurs,

Pourquoi suis-je candidat ?

Je n'aurais jamais, de ma propre initiative, décidé de solliciter vos suffrages. J'y ai été encouragé

- par le vœu amical de mes concitoyens de Mortagne, et de nombreux habitants des autres villes,
- par la sympathie des ruraux que je connais de longue date, et qui me tiennent informés de leurs problèmes et de leurs espoirs.

Certains, faute de trouver autre chose, font mine de me reprocher de n'être pas né dans l'Orne et de n'avoir que trente cinq ans. La réponse est facile :

● sur la date de naissance : j'avais sept ans de moins qu'aujourd'hui quand M. POMPIDOU, alors Premier Ministre, m'a confié auprès de lui d'importantes responsabilités. Aurais-je, depuis, perdu en expérience et en connaissances pratiques ?

● sur le lieu : trop d'Ornais ont déserté l'Orne. J'ai décidé d'y vivre et d'y travailler. Je ne peux que souhaiter que beaucoup fassent de même.

Il me semble surtout :

● que notre région ne doit craindre ni la jeunesse, ni l'activité, mais plutôt le contraire.

● qu'instruit des affaires locales et administratives, j'ai pu juger équitablement ce qui va mal — et qu'il faut changer — et ce qui est bon — et qu'il faut conserver.

Ce qu'il faut changer ou améliorer

Notre circonscription présente un résumé des problèmes que la France n'a pas encore entièrement résolus :

● **la formation des jeunes,** qui ne les prépare pas assez bien à leur métier,

● **le logement,** souvent difficile à trouver, ou trop coûteux,

● **la situation des personnes âgées,** surtout chez les anciens agriculteurs, commerçants ou artisans.

A cela s'ajoutent des questions propres aux régions rurales :

● **l'équipement** (téléphone, adductions d'eau, entretien d'une voirie très longue par rapport au nombre des utilisateurs).

● **les liaisons** (transports publics par chemins de fer et autocars).

● la rémunération équitable du **travail de l'agriculteur,** en argent et en loisirs.

Sur tous ces points, j'ai eu l'occasion

d'AGIR déjà, sur place ou à Paris :

- collège d'enseignement technique, piscine, assainissement, central téléphonique automatique de Mortagne,
- assainissement de Condé-sur-Huisne, Bellême, Longny-au-Perche,
- H.L.M. à L'Aigle, au Pin-la-Garenne, à Glos-la-Ferrière,
- remboursement du fonds invendable pour les commerçants âgés,
- indemnisation des dégâts aux maïs, amélioration des textes prescrivant la lutte contre la brucellose.

d'ENTENDRE, dans chacune des 187 communes de la circonscription, les remarques et les avis de ceux qui ont voulu me rencontrer.

Pendant la campagne, je tiens, dans chaque commune, une réunion publique. J'expose des solutions pour fortifier et moderniser nos cantons.

Si je suis élu, je **m'engage** :

A ETUDIER régulièrement avec vos élus, les responsables des divers secteurs économiques, sociaux, intellectuels, l'avancement des projets et des réalisations.

A RESTER A L'ECOUTE de chaque électrice et électeur, dans des permanences fréquentes au chef-lieu de canton.

A TENIR tous les ans, une réunion publique dans les principales villes pour dresser le **bilan législatif,** et retenir les **suggestions locales.**

.../...

Ce qu'il faut conserver et défendre

Il faut conserver les Institutions actuelles. Sans la stabilité, tout progrès est fragile. Depuis la Révolution de 1789, les Français ont connu quatorze constitutions. Mieux vaut renoncer aux expériences fumeuses, et travailler, dans l'ordre, avec persévérance et sang-froid.

Il faut préserver la paix en Europe, et si possible dans le monde. Cela suppose d'abord une France indépendante et capable de choisir librement ses alliés. La guerre nous a ruinés deux fois en quarante ans. Il faut éviter son retour, et préparer un désarmement véritable.

Il faut poursuivre la marche vers l'union européenne. L'Europe est assez grande pour donner un débouché aux productions agricoles françaises, et elle est capable de les payer à un prix normal. Quoi qu'on ait pu dire, l'agriculture française a été sauvée par le Marché Commun agricole. Elle doit désormais utiliser pleinement l'outil qu'il met à sa disposition.

Il faut défendre une société libérale, où l'initiative individuelle ne soit pas découragée. Médecins, vétérinaires, exploitants agricoles, industriels, commerçants, et en général tous ceux qui exercent une responsabilité, doivent pouvoir en vivre. La collectivisation socialiste ne me paraît en rapport ni avec le tempérament français, ni avec les besoins d'une économie moderne.

Il faut assurer une société d'hommes et de femmes libres. Au siècle dernier, beaucoup ont été exclus par le libéralisme des bienfaits de la liberté : les ouvriers et salariés, certains fonctionnaires, la plupart des femmes et des jeunes devaient s'incliner ou être broyés.

Aujourd'hui, une abondante législation sociale leur donne des droits. Ils doivent pouvoir en user aussi largement que de leur droit d'électeurs.

Pour cela, et **c'est à mon avis le problème numéro 1,** chacun doit être renseigné et servi rapidement par une **administration efficace,** contrôlée par des **élus actifs.**

L'administration, l'élu et le service public

Nul n'est obligé de servir l'Etat, c'est-à-dire de nous servir tous. Ceux qui, comme moi, ont fait ce choix, doivent toujours se souvenir de leur haute mission.

Il n'est pas tolérable que des erreurs, des lenteurs, des omissions, des insuffisances du Service Public, viennent indisposer les citoyens dans leur vie de tous les jours. Sans doute parvient-on ainsi à constituer à un député une clientèle personnelle de mécontents.

Mais je trouve plus normal que tout ce qui concerne les formalités administratives, la justice, la protection sociale, fonctionne correctement. Je m'y suis employé, dans toutes les fonctions que j'ai exercées et que j'exerce encore. Je ferai de même, si je suis élu, **avec toute l'autorité que me donnerait votre confiance.** C'est la base même de la démocratie.

Un député a de l'autorité auprès des administrations et dans le Parlement, si on lui reconnaît

- un esprit véritablement indépendant,
- une certaine compétence.

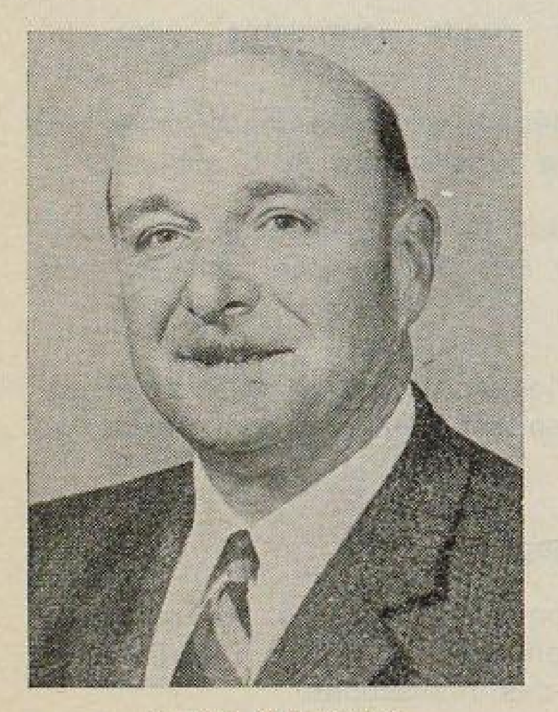
L'indépendance d'esprit ne doit pas se confondre avec l'anarchie ou la contestation permanente.

Elle suppose **l'indépendance financière** que donne une situation stable (c'est mon cas, grâce au poste dans l'enseignement que je dois à mon travail et à lui seul). Au cours des années où il m'a été donné de conseiller le chef de l'Etat, j'ai ainsi pu lutter souvent avec succès contre tous les conformismes administratifs.

Elle exclut aussi **l'esprit de chapelle ou de parti.** J'accepte avec reconnaissance l'investiture qu'ont bien voulu me donner les trois groupes de **l'Union des Républicains de Progrès.** Mais je n'ai jamais milité dans un parti. Je suis candidat en toute liberté, et je resterai libre. On peut être libre et fidèle, croyez-le.

En étudiant l'histoire de la fiscalité, j'ai acquis une certaine compétence dans ce domaine. Je souhaiterais, au Parlement, contribuer à redresser quelques principes que je crois mauvais, et à faire disparaître quelques routines.

Je suis hostile aux impôts directs lourds et compliqués, qui encouragent la fraude sans atténuer les injustices. Je souhaite la révision très rapide des bases de calcul du revenu cadastral et la réforme de la patente. Je suis favorable à des impôts indirects d'un taux léger, qui encouragent la consommation, donc l'expansion : c'est le seul moyen d'augmenter les rentrées fiscales sans tondre le contribuable.



André RASSANT
Inséminateur
Maire de Saint-Michel-Thubeuf

Mon suppléant

Fils d'agriculteur, né à Rai, maire d'une commune de 334 habitants, l'un des pionniers de l'insémination artificielle dans le département, M. RASSANT est bien connu dans le canton de L'Aigle et les cantons alentour. Il m'apporte le précieux concours de son expérience et de son dévouement.

Electrices, Electeurs,

Comme la plupart d'entre vous, je ne veux ni de la révolution, ni de la routine.

Comme vous, je connais les difficultés de notre région, les menaces que fait peser sur elle la concurrence de nos puissants voisins, mais aussi les atouts que nous donnent notre géographie et la valeur de notre population.

Le 4 Mars, vous allez prendre une décision pour les cinq ans qui viennent.

En me désignant pour vous représenter au Parlement, vous marquerez votre confiance en vous-mêmes et dans votre avenir.

Michel BRUGUIÈRE
Candidat

Imprimeco - Mortagne